COMMUNIQUÉ DE PRESSE

15/10/2026

Intervention policière disproportionnée au lycée Paul-Éluard : l'État doit appeler à la désescalade

Ce jeudi 15 octobre, élèves, enseignants et assistants d'éducation du lycée Paul-Éluard se sont rassemblés pour défendre l'égalité des droits dans l'éducation. Le mouvement se déroulait dans le calme. Il n'y a eu aucune dégradation et aucun mortier, les cours restaient accessibles à qui le souhaitait, et les jeunes avaient même apporté une sono pour danser.

Vers 10h30 pourtant, selon les élus présents, les forces de l'ordre ont fait usage de bâtons de défense et de gaz lacrymogène, sans sommation. Plusieurs agents ne portaient pas leur numéro RIO, certains étaient cagoulés. Nesrine Gharbi, conseillère municipale, a décliné sa qualité d'élue pour apaiser les tensions. Elle aurait pourtant été gazée au visage à bout portant, puis frappée. La municipalité lui adresse tout son soutien. Cinq personnes sont actuellement en garde à vue.

Vers 13h, un élève qui craignait d'être interpellé aurait cherché refuge dans son établissement. Il y aurait été retenu dans le bureau du proviseur, avant que des policiers de la BAC n'entrent dans les locaux pour l'emmener. Des professeurs et des AED se seraient interposés.

Ce ne sont pas ces adolescents qui ont fait basculer la journée. C'est un mode d'intervention brutal et disproportionné, choisi face à des jeunes qui manifestaient sans violence. Ceux qui ont pris cette décision devront en répondre. Depuis ce matin, la tension monte, et aucun appel à l'apaisement n'est venu de l'État.

Le maire, Bally Bagayoko, s'est entretenu par téléphone avec le commissaire ainsi qu'avec la sous-préfète. Il leur a demandé l'arrêt immédiat de cette escalade et des explications sur quatre points :

- l'usage de la force devant le lycée
- les conditions des interpellations
- la rétention de ce jeune par le proviseur
- l'entrée de la police dans l'établissement

La Ville exige que les responsabilités soient établies et que les droits de chacun soient pleinement respectés. Une école est un lieu d'apprentissage, de protection et de dialogue, jamais un terrain d'intimidation. Les revendications des lycéens appellent des réponses politiques : des personnels en nombre suffisant, des conditions d'étude dignes et un investissement massif dans l'éducation en Seine-Saint-Denis.

Saint-Denis - Pierrefitte se tient aux côtés des lycéens mobilisés, des équipes éducatives et des familles.

La municipalité

Camille Chrétien
Attachée de presse
camille.chretien@ville-saint-denis.fr | 06 35 14 81 10

SAINT-DENIS PIERREFITTE